

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales, le 8 mai 1990, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Communauté germanophone", a donné le 22 mai 1990 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 8 mei 1990 door de Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot regeling van de wijze waarop de Raad van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen", heeft op 22 mei 1990 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

+

L'avis de l'inspecteur des finances et l'accord du ministre du budget ont été communiqués au Conseil d'Etat par lettre du 16 mai 1990.

La section de législation du Conseil d'Etat constate que certaines formalités préalables n'ont pas été accomplies au moment où le projet définitif et le dossier relatif à ce projet lui sont soumis et non pas au moment où le projet lui est communiqué à titre officieux.

OBSERVATIONS GENERALES.

I. La loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone rend le Code électoral applicable aux élections du Conseil de la Communauté germanophone, en se limitant à apporter les adaptations qui s'imposent. La loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale procède de la même façon.

La loi en projet abandonne le système de référence. Selon le fonctionnaire délégué, le choix d'un système autonome régissant les élections pour le Conseil de la Communauté germanophone est une option politique. On ne peut cependant

s'empêcher de relever une certaine inconséquence, dans la mesure où certaines dispositions du projet réintroduisent le système de référence au Code électoral (Voyez les articles 8, 24, §§ 1er et 3, 31, § 3 et 49).

II. En outre, le système de référence au Code électoral utilisé par la loi du 31 décembre 1983 présente l'avantage que toute modification à ce Code s'applique d'office aux élections pour le Conseil de la Communauté germanophone. Tel ne sera plus le cas après l'adoption de la loi en projet. Il conviendra dès lors, à chaque modification du Code électoral, de vérifier s'il ne faut pas également modifier la loi en projet.

III. Bien qu'inspiré du Code électoral, le projet en bouleverse l'ordre tout en modifiant un certain nombre de ses dispositions et en y ajoutant d'autres inspirées de la loi électorale communale, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises et de la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

Au Code électoral, à la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, à la loi du 12 janvier 1989 précitée, à la loi organique des élections provinciales et à la loi électorale communale viendra donc s'ajouter une nouvelle loi qui diffère de celles qui viennent d'être citées. Une telle façon de procéder ne contribue pas à la simplification ni à la cohérence du système institutionnel et risque de susciter des confusions dans le chef de ceux qui doivent appliquer les

.../...

différentes législations.

IV. La loi en projet apporte un certain nombre d'améliorations - surtout au niveau de la terminologie - par rapport au Code électoral, sans pour autant que l'occasion ait été mise à profit pour simplifier et clarifier certaines dispositions qu'il serait souhaitable de revoir fondamentalement.

V. Le présent projet dispose que les élections pour le Conseil de la Communauté germanophone auront lieu à la même date que celle fixée pour les élections du Parlement européen, sauf dans l'hypothèse où interviendrait une modification de la législation qui permettrait l'élection directe des membres du Conseil flamand, du Conseil de la Communauté française et du Conseil régional wallon (article 6 en projet).

On peut se demander s'il ne convient pas, dès lors, de prévoir dans le projet des dispositions particulières organisant l'élection simultanée du Conseil de la Communauté germanophone et du Parlement européen (comme c'est le cas dans la loi du 12 janvier 1989 précitée), plutôt que de se borner à déclarer dans l'exposé des motifs que "le cas échéant, un projet de loi complémentaire sera proposé au Parlement en temps opportun" (exposé des motifs p. 3).

EXAMEN DU PROJET.

Dispositif.

Article 2.

.../...

D'un point de vue légistique, il serait préférable de modifier l'article 1er, § 1er, 5,E des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative en ajoutant les élections pour le Conseil de la Communauté germanophone.

Dans cette hypothèse, l'article trouverait mieux sa place à la fin du projet, puisqu'il s'agit d'une disposition modificative.

Article 5.

En vertu du paragraphe 2, les membres du Conseil doivent être inscrits aux registres de la population d'une commune de la région de langue allemande depuis six mois.

La loi actuelle prévoit un délai d'un an (article 9, 4E, de la loi du 31 décembre 1983).

Cette modification, par rapport à la loi actuelle, mériterait d'être expliquée dans l'exposé des motifs.

En outre, le texte néerlandais du paragraphe 1er, 3E, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

Paragraphe 1er.

A l'alinéa 2, les mots "sous l'empire de la présente

.../...

loi" doivent être omis.

Paragraphe 2.

Il est proposé de fusionner les alinéas 2 et 3.

Cet alinéa 2 serait rédigé de la manière suivante :

"Cependant, le collège électoral ne peut être convoqué que sur décision du Conseil :

1Esi une vacance ... ;

2Elorsque la vacance a pour cause la démission d'un titulaire, lorsqu'il n'y a plus de suppléants ou lorsque tous les suppléants se désistent.

La deuxième phrase de l'alinéa 3 doit former un alinéa distinct rédigé comme suit :

"Dans les cas visés à l'alinéa 2, la réunion éventuelle ... décision".

.../...

Article 8.

Il y a lieu de se référer à l'observation générale I.

Article 10.

Le dernier alinéa de cet article, correspondant au dernier alinéa de l'article 8 de la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, prévoit la publication de "la convocation". En réalité, il y a autant de convocations que d'électeurs. Il convient, de l'accord du fonctionnaire délégué, de remplacer les termes "La convocation est, en outre, publiée" par les termes "Le modèle de la lettre de convocation est, en outre, publié".

Article 11.Paragraphe 1er.

Le texte néerlandais de la première phrase du dernier alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Paragraphe 2.

Par souci de concordance avec le texte néerlandais, il y a lieu d'omettre, dans le texte français, les mots "aux niveaux".

Paragraphe 4.

Le dernier alinéa du paragraphe 4 devrait faire l'objet d'un paragraphe distinct.

A la fin du dernier alinéa devenant le paragraphe 5, il y a lieu d'écrire :

"... des bureaux visés aux §§ 2 et 3".

Article 12.Paragraphe 1er.

Au paragraphe 1er, la première phrase est superflue.

En effet, selon le fonctionnaire délégué, il n'y a pas, dans la région de langue allemande, de communes dont le nombre d'électeurs soit inférieurs à 800. Cette phrase doit, dès lors, être omise, de même que dans la seconde phrase, les mots "Dans le cas contraire".

Il y a donc lieu de rédiger le paragraphe 1er comme suit :

"Art. 12. § 1er. Les électeurs sont répartis en sections de

.../...

vote comprenant au plus 800 et au moins 150 électeurs".

Article 13.

Paragraphe 1er.

A l'alinéa 1er, il est question des notifications "faites en exécution de l'article 13 du Code électoral".

Le projet ne rend pas applicable aux élections du Conseil de la Communauté germanophone l'article 13 du Code électoral et ne contient aucune disposition analogue. Il y a lieu de réparer cette omission.

Article 14.

Tout comme le Code électoral, l'article en projet fait appel aux notions de bureau de vote et de bureau de dépouillement sans avoir défini la mission de ces deux bureaux. Il convient de remédier à cette omission.

La disposition faisant l'objet du paragraphe 2 devrait figurer dans le titre V relatif aux pénalités. La même observation vaut pour les autres dispositions prévoyant des pénalités (voyez notamment paragraphe 6, dernier alinéa, et l'article 23, § 2).

Article 17.

L'article 17, alinéa 2, prévoit que "le président du bureau principal de la circonscription ou du canton de

.../...

Saint-Vith, selon le cas, délivre des copies de la liste, à raison de cent francs par exemplaire, ...".

Il conviendrait de déterminer l'autorité à laquelle cette somme est payée, d'autant plus que, suivant la loi en projet, les frais des opérations électorales sont répartis entre trois autorités différentes.

Articles 20 à 22.

1. L'ordre des dispositions n'est pas logique comme en convient le fonctionnaire délégué.

Ces articles doivent être fondamentalement revus, de façon à grouper les dispositions relatives au même objet et en respectant l'ordre chronologique des opérations.

2. Tel qu'il est rédigé, le projet permet de formuler le sigle uniquement en français et en néerlandais (article 22, alinéa 4, du projet).

En outre, aucune disposition ne prévoit l'autorité qui statue sur la proposition de protection du sigle et, éventuellement, selon quelles règles (article 21, alinéas 1er à 5, du projet).

Article 26.

Au paragraphe 1er, cinquième ligne, il y a lieu de remplacer, dans le texte français, le mot "formule" par le mot

.../...

"établit".

Le texte néerlandais du même paragraphe devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 8, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 28.

Mieux vaut choisir une autre couleur que le vert qui est la couleur du papier électoral pour les élections provinciales.

Article 34.

L'alinéa 6 fait double emploi avec l'article 40. Cet alinéa doit être omis.

Article 37.

De l'accord du fonctionnaire délégué, les alinéas 4 et 5 doivent être remplacés par le texte suivant :

"Sont placés sous enveloppes distinctes cachetées :

1E les bulletins repris,

.../...

2E les bulletins non employés,

3E la liste des électeurs ... (la suite comme à l'alinéa 5)".

Article 38.

Paragraphe 4.

Le texte néerlandais du paragraphe devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 39.

Paragraphe 1er.

Le texte néerlandais du paragraphe devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 3.

A l'alinéa 3, les mots "marqués à la fois en tête et en faveur d'un candidat" peuvent, de l'accord du fonctionnaire délégué être remplacés par les mots "visés à l'article 40, alinéa 2, 2E".

.../...

VD.

- 13 -

L. 19.893/2.

.../...

Paragraphe 4.

Le paragraphe 4 doit être omis. En conséquence, il convient de supprimer à l'article 42, § 1er, alinéa 3, les mots "visés à l'article 39, § 4".

Article 49.Paragraphe 2.

Il y a lieu de se référer non pas aux articles 6 à 9bis du Code électoral, mais à l'article 3, § 1er, 4E, de la loi en projet.

Article 50.Paragraphe 2.

Au paragraphe 2, alinéa 2, il convient d'ajouter les mots "de l'élection" après les mots "du procès-verbal";

Article 51.

Au paragraphe 2 en projet, il convient d'ajouter les mots "des communes" après les mots "les électeurs".

.../...

De Raad van State moet, binnen de korte termijn die hem is toegemeten, zich bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

+

Het advies van de inspecteur van financiën en de akkoordverklaring van de Minister van Begroting zijn per brief van 16 mei 1990 aan de Raad van State bezorgd.

De afdeling wetgeving van de Raad van State constateert op het ogenblik dat het definitieve ontwerp en het dossier betreffende dat ontwerp haar worden voorgelegd dat sommige formaliteiten niet vervuld zijn, niet op het ogenblik dat het ontwerp haar officieus wordt medegedeeld.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. De wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap maakt het Kieswetboek toepasselijk op de verkiezing van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap en beperkt zich daarbij tot het aanbrengen van de noodzakelijke aanpassingen. De wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop de Raad van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest wordt verkozen gaat op dezelfde manier te werk.

De ontworpen wet werkt niet langer met verwijzingen. Volgens de gemachtigde ambtenaar vormt het kiezen van een autonome regeling voor de verkiezing van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap een politieke optie. Toch moet worden gewezen op enige inconsequentie, doordat in sommige bepalingen van het ontwerp opnieuw gewerkt wordt met verwijzing naar het Kieswetboek (Zie de artikelen 8, 24, §§ 1 en 3, 31, § 3, en 49).

II. Bovendien biedt het in de wet van 31 december 1983 gebruikte systeem van verwijzing naar het Kieswetboek het voordeel dat elke wijziging van dat Kieswetboek automatisch toepassing vindt op de verkiezing van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap. Dat zal niet meer het geval zijn wanneer de ontworpen wet zal zijn aangenomen. Er zal dus bij elke wijziging van het Kieswetboek nagegaan moeten worden of de ontworpen wet niet eveneens behoeft te worden gewijzigd.

III. Hoewel het ontwerp voortbouwt op het Kieswetboek, keert het de volgorde ervan om, wijzigt het een aantal bepalingen ervan en voegt het er andere aan toe die zijn ingegeven door de gemeentekieswet, de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen en de wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop de Raad van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest wordt verkozen.

Benevens het Kieswetboek, de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement, de voormelde wet van 12 januari 1989, de wet tot regeling van de provincieraadsverkiezingen en de gemeentekieswet zal er dus een nieuwe wet komen die van de zoëven aangehaalde wetten verschilt. Een dergelijke handelwijze draagt niet bij tot de vereenvoudiging noch tot de samenhang van de instellingen en zou verwarring kunnen doen ontstaan bij hen die de verschillende wetgevingen moeten toepassen.

IV. De ontworpen wet zorgt, in vergelijking met het

.../...

Kieswetboek, voor een aantal verbeteringen - vooral op het niveau van de terminologie -, zonder dat evenwel de gelegenheid is aangegrepen om sommige bepalingen waarvan een grondige herziening gewenst is, te vereenvoudigen en te verbeteren.

V. Het onderhavige ontwerp bepaalt dat de verkiezing van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap op dezelfde dag plaats zal hebben als die welke is vastgesteld voor de verkiezing van het Europese Parlement, behalve indien de wetgeving zodanig gewijzigd zou worden dat de leden van de Vlaamse Raad, van de Franse Gemeenschapsraad en van de Waalse Gewestraad rechtstreeks kunnen worden verkozen (het ontworpen artikel 6).

De vraag rijst of het derhalve niet dienstig is in het ontwerp bijzondere bepalingen op te nemen tot regeling van de gelijktijdige verkiezing van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap en van het Europese Parlement (zoals dat het geval is in de voormelde wet van 12 januari 1989), veeleer dan er zich in de memorie van toelichting toe te bepalen te verklaren : "Eventueel zal te gepasten tijde aan het Parlement een bijkomend ontwerp van wet worden voorgesteld" (memorie van toelichting blz. 3).

.../...

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.Bepalend gedeelte.Artikel 2.

Uit een oogpunt van wetgevingstechniek zou het verkieslijk zijn artikel 1, § 1, 5E, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken te wijzigen via het toevoegen van de verkiezing van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap.

In dat geval zou het beter zijn het artikel op het einde van het ontwerp op te nemen, aangezien het om een wijzigingsbepaling gaat.

Artikel 5.

Krachtens paragraaf 2 dienen de leden van de Raad sedert zes maanden in de bevolkingsregisters van een gemeente van het Duitse taalgebied te zijn ingeschreven.

De huidige wet voorziet in een termijn van één jaar (artikel 9, 4E, van de wet van 31 december 1983).

Ten opzichte van de huidige wet betekent dit een wijziging en het zou goed zijn hieromtrent in de memorie van toelichting enige uitleg te verschaffen.

.../...

Tevens zou het aangewezen zijn in paragraaf 1, 3E, te schrijven : "... in het bevolkingsregister ... ingeschreven zijn" in plaats van "... in de bevolkingsregisters ... ingeschreven zijn".

Artikel 6.

Paragraaf 1.

In het tweede lid moeten de woorden "krachtens deze wet" vervallen.

Paragraaf 2.

Er wordt voorgesteld het tweede en het derde lid samen te voegen.

Het tweede lid zou als volgt worden gesteld :

"Het kiescollege kan echter uitsluitend bij besluit van de Raad worden opgeroepen :

1Eindien een vacature ontstaat ...;

2Wanneer de vacature veroorzaakt is door het ontslag van een titularis, wanneer er geen opvolgers meer zijn of wanneer alle opvolgers afstand doen.

De tweede volzin van het derde lid behoort een als

.../...

volgt luidend afzonderlijk lid te vormen :

"In de gevallen bedoeld in het tweede lid heeft de eventuele vergadering ... na het besluit".

Artikel 8.

Er zij verwezen naar de algemene opmerking I.

Artikel 10.

Het laatste lid van dit artikel, dat overeenkomt met het laatste lid van artikel 8 van de wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop de Raad van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest wordt verkozen, voorziet in de openbaarmaking van "de oproeping". Feitelijk zijn er evenveel oproepingen als kiezers. De woorden "Bovendien wordt de oproeping ... openbaar gemaakt" behoren te worden vervangen door de woorden "Bovendien wordt het model van de oproepingsbrief ... openbaar gemaakt"; de gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

Artikel 11.

Paragraaf 1.

In de eerste volzin van het laatste lid schrijve men :
"Het hoofdbureau van het kiesgebied houdt tegelijk ... van het

.../...

BL.

- 20 -

L. 19.893/2.

kanton Eupen zitting".

.../...

Paragraaf 2.

Ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst moeten in de Franse tekst de woorden "aux niveaux" worden weggelaten.

Paragraaf 4.

Het laatste lid van paragraaf 4 zou een afzonderlijke paragraaf moeten vormen.

Voorgesteld wordt dat laatste lid, dat paragraaf 5 wordt, als volgt te redigeren :

"§ 5. De kandidaten voor de verkiezing van de Raad mogen geen deel uitmaken van de in de §§ 2 en 3 bedoelde bureaus".

Artikel 12.Paragraaf 1.

In paragraaf 1 is de eerste volzin overbodig. Volgens de gemachtigde ambtenaar zijn er in het Duitse taalgebied immers geen gemeenten met minder dan 800 kiezers.

Die volzin moet bijgevolg vervallen, alsook de woorden "Zijn er meer, dan" in de tweede volzin.

Paragraaf 1 dient dus als volgt te worden geredigeerd :

.../...

"Art. 12. § 1. De kiezers worden ingedeeld in stemafdelingen van ten hoogste 800 en ten minste 150 kiezers".

Artikel 13.

Paragraaf 1.

In het eerste lid is er sprake van kennisgevingen "in uitvoering van artikel 13 van het Kieswetboek".

Het ontwerp maakt artikel 13 van het Kieswetboek niet toepasselijk op de verkiezing van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap en bevat geen enkele analoge bepaling. Die leemte dient te worden aangevuld.

Artikel 14.

Net zoals in het Kieswetboek wordt in het ontworpen artikel gewerkt met de begrippen stembureau en stemopnemingsbureau, zonder dat de taak van die bureaus wordt omschreven. Die leemte behoort te worden aangevuld.

De bepaling waarover paragraaf 2 gaat, zou in titel V betreffende de straffen moeten staan. Dezelfde opmerking geldt voor de overige bepalingen waarin straffen worden bepaald (zie inzonderheid paragraaf 6, laatste lid, en artikel 23, § 2).

.../...

Artikel 17.

Artikel 17, tweede lid, bepaalt dat "de voorzitter van het hoofdbureau van het kiesgebied of van het hoofdbureau van het kanton Sankt - Vith, naargelang van het geval, afschriften van de lijst (verstrekt) tegen honderd frank per exemplaar, ...".

De overheid waaraan dat bedrag wordt betaald zou moeten worden bepaald, temeer daar de kosten van de kiesverrichtingen volgens de ontworpen wet over drie verschillende overheden worden gespreid.

Artikelen 20 tot 22.

1. De volgorde van de bepalingen is niet logisch; de gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

Die artikelen moeten grondig worden herzien, derwijze dat de bepalingen met hetzelfde onderwerp worden samengebracht en de chronologische volgorde van de verrichtingen wordt ontzien.

2. Zoals het ontwerp geredigeerd is, maakt het alleen mogelijk het letterwoord in het Frans en in het Nederlands te stellen (artikel 22, vierde lid, van het ontwerp).

.../...

Bovendien omschrijft geen enkele bepaling welke autoriteit uitspraak doet over het voorstel tot bescherming van het letterwoord, noch volgens welke regels dat in voorkomend geval geschiedt (artikel 21, lid één tot en met vijf, van het ontwerp).

Artikel 26.

In paragraaf 1, vijfde regel, moet in de Franse tekst het woord "formule" worden vervangen door het woord "établit".

In dezelfde paragraaf schrijve men op de eerste regel : "In het in artikel 25, § 2, vermelde geval ...".

In paragraaf 2, achtste lid, zou het beter zijn het woord "desgevallend" te vervangen door de woorden "in voorkomend geval".

Artikel 28.

Men doet er beter aan een andere kleur dan groen te kiezen, dat de kleur is van het stempapier dat voor de provincieraadsverkiezing wordt gebruikt.

.../...

Artikel 34.

Het zesde lid vormt een doublure met artikel 40.
Het lid moet vervallen.

Artikel 37.

Het vierde en het vijfde lid moeten door de hierna volgende tekst worden vervangen; de gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

"In afzonderlijke verzegelde omslagen worden gesloten :

1Ede teruggenomen stembiljetten;

2Ede ongebruikte stembiljetten;

3Ede kiezerslijst die gediend heeft voor het aanstippen van de namen, behoorlijk ondertekend door de leden van het stembureau die het aanstippen gedaan hebben en door de voorzitter, alsmede het proces-verbaal van het bureau".

Artikel 38.Paragraaf 4.

Men schrijve "uiterlijk", in plaats van "ten laatste".

.../...

Artikel 39.Paragraaf 1.

De paragraaf zou als volgt gesteld moeten worden :

"§ 1. Het stemopnemingsbureau begint met de stemopneming zodra het alle omslagen ontvangen heeft die voor dat bureau zijn bestemd".

Paragraaf 3.

In het derde lid kunnen de woorden "waarop tegelijk bovenaan op een lijst en naast de naam van een kandidaat is gestemd", vervangen worden door de woorden "bedoeld in artikel 40, tweede lid, 2E"; de gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

Paragraaf 4.

Paragraaf 4 moet vervallen. Dientengevolge behoren in artikel 42, § 1, derde lid, de woorden "bedoeld bij artikel 39, § 4" te worden weggelaten.

.../...

Artikel 49.Paragraaf 2.

Er behoort niet naar de artikelen 6 tot 9bis van het Kieswetboek te worden verwezen, maar naar artikel 3, § 1, 4E, van de ontworpen wet.

Artikel 50.Paragraaf 2.

In paragraaf 2, tweede lid, behoren de woorden "van de verkiezing" te worden ingevoegd na het woord "proces-verbaal".

Artikel 51.

In de ontworpen paragraaf 2 behoren de woorden "van de gemeenten" te worden ingevoegd na de woorden "de kiezers".

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET,
J.-C. GEUS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. Y. KREINS, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. KREINS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.